

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1468<sup>e</sup> réunion (DH) – 5-7 juin 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ARMÉNIE	<i>Oganezova</i>	Lien	17/08/2022	<b>Défaut de protection contre les attaques homophobes et les discours de haine</b> ; défaut d'enquête effective ; absence de mécanisme de droit pénal national effectif pour enquêter sur les plaintes de discrimination.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Makuchyan et Minasyan</i>	Lien	12/10/2020	<b>Manquement à faire exécuter une condamnation à une peine de prison pour crime de haine raciale commis à l'étranger</b> , après le transfert vers l'Azerbaïdjan.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou pour leur engagement politique et social actif, <b>en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.</b>	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	<b>Discrimination fondée sur des considérations ethniques</b> en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Église orthodoxe vieille-calendariete de Bulgarie et autres</i> (groupe)	Lien	20/04/2021	<b>Refus injustifiés d'enregistrer des organisations religieuses.</b>	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Lyubomir Popov</i> (groupe) <i>Sivova et Koleva</i> (groupe) <i>Mutishev et autres</i> <i>Tomov et Nikolova</i>	Lien Lien Lien Lien	07/04/2010 04/06/2012 03/03/2010 21/10/2016	<b>Retards injustifiés dans l'exécution de jugements et de décisions administratives</b> concernant la restitution de terres agricoles nationalisées pendant la période communiste ou leur indemnisation. <b>Privation de propriété en violation du principe de sécurité juridique et sans aucune compensation</b> , sur la base de la législation sur la restitution.	Lien Lien Lien Lien	Lien
BULGARIE	<i>Miroslava Todorova</i>	Lien	19/01/2022	<b>Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre de la Présidente de l'association des juges</b> en représailles de ses critiques à l'égard du Conseil supérieur de la magistrature et de l'exécutif.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>S.Z.</i> (groupe) <i>Kolevi</i>	Lien Lien	03/06/2015 05/02/2010	<b>Systemic problem of ineffective criminal investigations in Bulgaria</b> with regard to shortcomings which affect investigations concerning both private individuals and law enforcement agents and lack of guarantees for the independence of criminal investigations against the Chief Prosecutor.	Lien	Lien
CROATIE	<i>Statileo</i> (groupe)	Lien	10/10/2014	<b>Restrictions légales à l'usage de propriétés par les propriétaires</b> , y compris par le biais d'un système de contrôle des loyers pour les appartements soumis à des baux protégés.	Lien	Lien
FRANCE	<i>Moustahi</i>	Lien	25/09/2020	<b>Détention et renvoi rapide de deux mineurs étrangers non accompagnés</b> de Mayotte vers les Comores, sans examen de leur situation individuelle.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	<b>Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements</b> ; recours excessif à la force par la police lors d'arrestations ou pendant la détention de suspects.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	<b>Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.</b>	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	<b>Durée excessive des procédures judiciaires</b> et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Sy</i> <i>Citraro et Molino</i>	Lien Lien	11791/20 50988/13	<b>Détention en établissements pénitentiaires ordinaires de personnes souffrant de troubles mentaux</b> (Sy) et <b>défaut de protection du droit à la vie</b> (Citraro et Molino).	Lien Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Sarban</i> (groupe)	Lien	04/01/2006	Diverses violations principalement liées à la détention provisoire.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>T.M. et C.M.</i>	Lien	28/04/2014	Manquement des autorités à leur obligation d'assurer une <b>protection contre la violence domestique.</b>	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	<i>Kitanovski</i> (groupe)	Lien	22/04/2015	<b>Mauvais traitements infligés par la police</b> et ineffectivité des enquêtes.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1468<sup>e</sup> réunion (DH) – 5-7 juin 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
POLOGNE	<i>Reczkowicz groupe</i>	<a href="#">Lien</a>	22/11/2021	<b>Tribunal non établi par la loi notamment du fait de dysfonctionnements systémiques dans la procédure de nomination</b> (groupe <i>Reczkowicz</i> ) et <b>défaut d'accès à un tribunal</b> concernant la fin des mandats des requérants ( <i>Broda et Bojara, Grzęda</i> ).	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Broda et Bojara</i>	<a href="#">Lien</a>	29/09/2021		<a href="#">Lien</a>	
	<i>Grzęda</i>	<a href="#">Lien</a>	15/03/2022		<a href="#">Lien</a>	
POLOGNE	<i>Tysiąc</i>	<a href="#">Lien</a>	24/09/2007	<b>Absence de cadre juridique approprié pour l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique</b> en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste ( <i>Tysiąc</i> ) et <b>défaut d'accès aux tests prénataux</b> permettant de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de procéder à un avortement ( <i>R.R.</i> ). Manquement à l'obligation de fournir des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal ( <i>P. ET S.</i> ).	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>R.R.</i>	<a href="#">Lien</a>	28/11/2011		<a href="#">Lien</a>	
	<i>P. et S.</i>	<a href="#">Lien</a>	30/01/2013		<a href="#">Lien</a>	
POLOGNE	<i>XERO FLOR w POLSCE sp. z o.o.</i>	<a href="#">Lien</a>	07/08/2021	<b>Motifs insuffisants des tribunaux pour refuser de soumettre une question juridique à la Cour constitutionnelle.</b> Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	25/07/2017	<b>Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police</b> ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Bragadireanu</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	06/03/2008		<a href="#">Lien</a>	
ROUMANIE	<i>Centre de ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu</i>	<a href="#">Lien</a>	17/07/2014	<b>Lacunes dans la protection juridique et les soins médicaux et sociaux des personnes vulnérables.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ROUMANIE	<i>Parascineti</i>	<a href="#">Lien</a>	13/06/2012	<b>Surpopulation et conditions de vie, de traitement et de soins inadéquates des patients dans les établissements psychiatriques</b> ; placements psychiatriques d'office illégaux ou arbitraires et garanties insuffisantes contre de telles privations de liberté ; omission systématique d'obtenir le consentement au traitement psychiatrique et absence de garanties juridiques minimales concernant l'administration forcée de traitements psychiatriques à des patients involontaires.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Cristian Teodorescu</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	19/09/2012		<a href="#">Lien</a>	
	<i>N.</i>	<a href="#">Lien</a>	28/02/2018		<a href="#">Lien</a>	
	<i>R.D. et I.M.D.</i>	<a href="#">Lien</a>	12/10/2021		<a href="#">Lien</a>	
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	19/10/2012	<b>Violation du droit à l'instruction</b> des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Finogenov et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	04/06/2012	<b>Préparation inadéquate des opérations de sauvetage dans le cadre de prises d'otages</b> , ayant abouti à des décès et blessures et absence d'enquêtes effectives.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	<a href="#">Lien</a> (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	<b>Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective</b> de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Georgia (II)</i>	<a href="#">Lien</a>	21/01/2021	<b>Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé</b> entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Mozer</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	23/02/2016	<b>Diverses violations ayant trait à la région transnistrienne de la République de Moldova.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i>	<a href="#">Lien</a>	04/07/2016	<b>Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable</b> et une application arbitraire du droit pénal.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
SLOVÉNIE	<i>Pintar et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	14/12/2021	<b>Absence de recours effectif pour contester ou demander une réparation suite aux mesures extraordinaires de la Banque nationale</b> , annulant les actions et obligations des requérants, mesures qui n'étaient pas accompagnées de garanties procédurales suffisantes contre l'arbitraire.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1468<sup>e</sup> réunion (DH) – 5-7 juin 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
TÜRKIYE	<i>Cumhuriyetçi Eğitim Ve Kültür Merkezi Vakfi</i> (groupe) <i>İzzettin Doğan et autres</i> <i>Zengin Hasan et Eylem</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a>	20/04/2015 20/09/2017 19/05/2019 09/01/2008	<b>Problèmes structurels et administratifs entraînant diverses différences de traitement entre les adeptes de la confession alévie et ceux de la branche majoritaire de l'islam</b> , y compris l'enseignement religieux obligatoire.	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	22/12/2020	<b>Détention injustifiée</b> du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
TÜRKIYE	<i>Isaak</i> (groupe) <i>Kakoulli</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a>	24/09/2008 22/02/2006	<b>Décès des proches des requérants ou blessures mettant en danger la vie d'une requérante</b> le long de la ligne de cessez-le-feu à Chypre ; <b>absence d'enquête effective à cet égard</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	<a href="#">Lien</a>	12/05/2020	<b>Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable</b> et dans le but inavoué de le réduire au silence.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
TÜRKIYE	<i>Ülke</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	24/04/2006	<b>Condamnations répétées et poursuites pour avoir refusé d'effectuer le service militaire en raison de leurs croyances religieuses</b> ou de leurs convictions en tant que pacifistes et objecteurs de conscience.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
UKRAINE	<i>Merit</i> (groupe) <i>Svetlana Naumenko</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a>	30/03/2005 30/06/2004	<b>Durée excessive des procédures pénales et civiles</b> et absence de recours effectif.	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
UKRAINE	<i>Oleksandr Volkov</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	27/05/2013	<b>Diverses violations liées à l'indépendance et l'impartialité du judiciaire</b> ; procédure disciplinaire inéquitable contre un juge.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
UKRAINE	<i>Shayda</i>	<a href="#">Lien</a>	30/01/2015	<b>Effet non-suspensif des appels contre les infractions administratives</b> (détention purgée avant l'examen des recours) ; sanction disproportionnée (détention) pour un acte de liberté d'expression.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ROYAUME-UNI	<i>V.C.L. et A.N.</i>	<a href="#">Lien</a>	05/07/2021	<b>Absence de mesures opérationnelles adéquates pour protéger deux victimes potentielles de la traite d'enfants contre des poursuites</b> .	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	04/05/2001	<b>Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord</b> dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>